

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84905 Avignon

Avignon, le 27/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PAPREC MEDITERRANEE

chemin de La Palud
84100 Orange

Références :D-00457-2024/LRAR N°1A 204 774 9453 9
Code AIOT : 0006406047

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/06/2024 dans l'établissement PAPREC MEDITERRANEE implanté 393 CHEMIN DE CAPEAU 84270 VEDENE. L'inspection a été annoncée le 15/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPREC MEDITERRANEE
- 393 CHEMIN DE CAPEAU 84270 VEDENE
- Code AIOT : 0006406047
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est autorisé par arrêté préfectoral d'autorisation du 19 avril 2007 modifié par arrêté préfectoral complémentaire du 22 mars 2019.

Il s'agit d'un centre de tri et de transit de bois, papiers et plastiques (rubriques 2714-2 et 2716-2). Le site est à autorisation de par la présence d'un broyeur (rubrique 2791-1). Il dispose d'une aire de tri des déchets, d'une presse à balle, d'un broyeur et d'une aire de stockage (entrepôt) pour les balles de papiers, plastiques et pour les palettes de bois.

Initialement, le site a été exploité par Provence Récupération, puis par ONYX Languedoc Roussillon (rachat en 2017). Depuis le 03 novembre 2021, le site est exploité par Paprec Méditerranée.

Thèmes de l'inspection :

- Situation administrative
- Déchets
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Périmètre du site	Arrêté Préfectoral du 19/04/2007, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Exploitation du site	Code de l'environnement du 01/03/2017, article R512-74	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/04/2021, article R541-43	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Changement d'exploitant	Arrêté Préfectoral du 19/04/2007, article 11	Sans objet
5	Dossier installation classée	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article I > 1.2	Sans objet
6	Equipements abandonnés	Arrêté Préfectoral du 19/04/2007, article 9	Sans objet
7	Cuvettes de rétention	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article I > 2.8	Sans objet
8	Contrôle de l'accès	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article I > 3.1	Sans objet
9	Entreposage des produits et déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article I > 3.5	Sans objet
10	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article I > 4.1	Sans objet
11	Risques d'envols	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article I > 6.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site n'est effectivement plus en activité conformément à son arrêté préfectoral. L'activité du site est réduite à des opérations de maintenance, recyclage de bacs "poubelle" ou de colonnes de tri ainsi qu'à l'utilisation une fois par an pendant une 10^{aine} de jours de la presse à balle. Le broyeur n'est plus en activité (consignation de l'équipement).

L'exploitant précise être en réflexion sur le devenir de ce site en fonction des marchés publics auxquels Paprec Méditerranée pourrait répondre.

Toutefois, l'exploitant doit justifier auprès de l'inspection les modalités d'exploitation de ce site afin d'éviter la caducité de son arrêté préfectoral (article R.512-74 du code de l'environnement).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Périmètre du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/04/2007, article 4
Thème(s) : Situation administrative, Etat parcellaire
Prescription contrôlée : Les installations autorisées sont situées sur la commune de VEDENE, parcelles Section BI n°195 et n°196, lieu-dit « La Garigotte ».
Constats : Après vérification en amont de la visite d'inspection sur le site cadastre.data.gouv.fr, puis sur le terrain le jour de l'inspection, l'inspection a relevé que le site devrait également être concerné par la parcelle n°194 de la section BI. En effet, la vue aérienne de la carte interactive du site précité englobe pour ce site les parcelles n°196, 195 et 194 de la section BI (<u>nota</u> : la parcelle n° 193 de la section BI est bien en dehors du périmètre du site par la présence d'une clôture). L'exploitant précise qu'il dispose d'un bail pour l'utilisation de ce site jusqu'en 2026. Etant donné que l'arrêté préfectoral ne mentionne que les parcelles n° 195 et 196 de la section BI, l'inspection demande à l'exploitant de vérifier si la parcelle n°194 de la section BI fait bien partie du bail. Afin de mettre à jour l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 19/04/2007, l'exploitant doit également préciser à l'inspection s'il s'agit d'une omission dans l'arrêté préfectoral ou bien d'un aménagement ayant eu lieu depuis.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit confirmer le périmètre du site en associant les parcelles concernées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Changement d'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/04/2007, article 11
Thème(s) : Situation administrative, Déclaration
Prescription contrôlée : Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitant.
Constats : Par courriel du 07 novembre 2023, l'inspection a été destinataire d'un courrier de la société PAPREC Méditerranée en date du 24/10/23 relatif au renouvellement du calcul des garanties

<p>financières pour son installation située sur la commune de Vedène.</p> <p>A cette date, l'inspection n'avait pas été informée du changement d'exploitant pour le site de Vedène. Aussi, par courriel du 01 décembre 2023, l'inspection a interrogé le nouvel exploitant de la situation administrative de ce site.</p> <p>Un dossier de demande d'autorisation de changement d'exploitant a ainsi été transmis par courriel du 05 décembre 2023.</p> <p>Selon l'extrait K-Bis présent dans le dossier, le rachat du site a eu lieu en novembre 2021.</p> <p>L'exploitant a par ailleurs indiqué dans le courrier d'accompagnement du dossier de demande de changement d'exploitant, qu'un "<i>précédent dossier avait déjà été transmis à la Préfecture le 30 novembre 2021 mais il comportait une erreur au niveau de l'ancien exploitant. Le présent dossier annule et remplace celui précédemment envoyé.</i>"</p> <p>L'inspection a précisé lors de sa visite qu'elle n'avait pas reçu la demande transmis en Préfecture le 30 novembre 2021 et qu'elle avait prévu d'instruire la nouvelle demande en date du 05 décembre 2023 lors de cette visite du site.</p> <p>Pour l'instruction de cette demande, l'inspection prépare un courrier donnant acte de ce changement d'exploitant.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Exploitation du site

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/03/2017, article R512-74</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Caducité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>II.-Sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'arrêté d'autorisation, l'arrêté d'enregistrement ou la déclaration cesse de produire effet lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a été informée de l'absence d'activité sur le site au moment de la prise de rendez-vous pour une visite.</p> <p>Le jour de cette dernière, l'inspection a demandé à l'exploitant de lui relater l'historique de ce site depuis son rachat et son devenir.</p> <p>En novembre 2021, le site a été racheté par Paprec Méditerranée avec le personnel (5 chauffeurs, 1 administratif et 2 manutentionnaires). Ces derniers après remise à niveau du site ont été répartis sur les 2 sites de Paprec présents à Orange et Pujaut (département du Gard). L'exploitant a précisé que le site a été en activité au moins 1 an et demi après le rachat.</p> <p>L'inspection a demandé les registres entrants et sortants permettant ainsi de vérifier les dernières dates d'enlèvement des déchets. L'exploitant ne disposait pas de ces registres. Il s'engage à les remettre par la suite (cf point de contrôle n°4).</p> <p>Sur site, l'inspection a effectivement constaté l'absence d'activité (bureaux vides, absence de personnel, équipements présents à l'arrêt et absence de stockage de balles de déchets en intérieur et extérieur). Seules des caisses plastiques vides (une dizaine), des colonnes à tri hors d'usage, en attente de recyclage (au nombre de 11) et 4 bennes de 30 m³ mise à disposition pour la</p>

<p>collecte des plastiques triés et autres déchets issus de ces colonnes à tri sont stockées à l'extérieur.</p> <p>Par ailleurs, des balles de cartons sont présentes en sortie de la presse à balle. L'exploitant justifie leur présence pour éviter la déformation du tunnel de sortie de la presse à balles.</p> <p>Actuellement, un chauffeur du groupe Paprec est présent, tous les jours, sur le site pour récupérer et garer son camion permettant ainsi au site d'être toujours « occupé ».</p> <p>Une fois par an, une entreprise d'insertion « les Valoristres » mandatée par Paprec effectue des opérations d'entretien ou recyclage des bacs à l'atelier. De même, une fois par an, lors d'un arrêt du site de Pujaut ou d'Orange pour maintenance, l'exploitant utilise le site de Vedène avec mise en route de la presse à balle, au maximum 10 jours. Cela permet de la souplesse dans les activités de mise en balles des déchets valorisables et de vérifier le fonctionnement de la presse à balle.</p> <p>Concernant le devenir du site, Paprec dispose d'un bail jusqu'en 2026 et souhaite répondre à différents marchés publics à venir. L'issue positive à ces marchés permettra à Paprec de se positionner sur le devenir industriel de ce site.</p> <p>Il a été rappelé à l'exploitant, conformément à l'article R.512-74 du code de l'environnement, que lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives, l'arrêté d'autorisation cesse de produire effet.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Justifier auprès de l'inspection les modalités d'exploitation de ce site afin d'éviter la caducité de son arrêté préfectoral.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Traçabilité des déchets

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/04/2021, article R541-43</p>
<p>Thème(s) : Autre, Traçabilité des déchets entrants et sortants</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a demandé les registres entrants et sortants permettant de vérifier la dernière date d'enlèvement des déchets. L'exploitant ne disposait pas de ce registre le jour de la visite et s'engage à les remettre par la suite (cf point de contrôle n°3).</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Afin de contrôler la date des dernières activités sur le site, l'exploitant doit transmettre à l'inspection les registres déchets entrants et sortants, voire tout justificatif permettant d'attester de la période d'activité de ce site. Les registres des activités actuelles doivent également être transmis.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Dossier installation classée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article I > 1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle du volume de déchets conformément aux rubriques déclarées
Prescription contrôlée : [...] - vérification du volume maximal au regard du volume déclaré ; [...]
Constats : Le site ne dispose pas de stocks de déchets conformément à son arrêté préfectoral puisqu'il n'est plus en activité. Son activité est très réduite (cf. point de contrôle n°3).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Equipements abandonnés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/04/2007, article 9
Thème(s) : Autre, Broyeur et presse à balle
Prescription contrôlée : Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.
Constats : L'inspection a vérifié si les équipements présents sur le site, à savoir la presse à balle et le broyeur disposent de matériel garantissant leur mise en sécurité. Ces équipements sont bien consignés à l'aide d'un cadenas rouge de consignation (armoire général électrique de la presse à balle et double consignation sur le broyeur). Par ailleurs, l'exploitant a précisé que le broyeur ne fonctionne plus (double consignation). Il n'a pas prévu de le démanteler pour l'instant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Cuvettes de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article I > 2.8
Thème(s) : Risques chroniques, Cuve GNR
Prescription contrôlée : Tout entreposage de produits ou déchets liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. [...]
Constats : L'inspection n'a pas constaté de cuve GNR lors de la visite et l'exploitant a confirmé son retrait.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Contrôle de l'accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article I > 3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité et surveillance du site
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre aux installations. Lorsque l'activité de tri, transit, regroupement ou de préparation en vue de la réutilisation est opérée en extérieur, l'exploitant met en place une clôture autour de l'installation de manière à interdire toute entrée non autorisée. Dans le cas contraire, l'interdiction d'accès est minima matérialisée par un affichage spécifique. [...]
Constats : Le site est entièrement clôturé. L'exploitant a indiqué à l'inspection que la clôture a été refaite lors de la reprise du bail par l'ancien locataire. L'inspection de la clôture a confirmé son état neuf et conforme. Un portail d'accès automatique correspondant à l'entrée est situé au Nord du site. L'exploitant a indiqué que les bâtiments sont équipés d'alarme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Entreposage des produits et déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article I > 3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Modalités de stockage des déchets
Prescription contrôlée : Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets sont distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du

<p>débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).</p> <p>L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).</p> <p>La hauteur des produits ou déchets entreposés n'excède pas trois mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Ce point de contrôle n'a pas été mis en œuvre puisque le site est actuellement non exploité (cf. point de contrôle n°3).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article I > 4.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité du site contre l'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits et déchets gérés dans l'installation ; - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire. <p>[...]</p> <p>Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site dispose de nombreux moyens de lutte contre l'incendie.</p> <p>Le 1^{er} bâtiment dispose de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 7 extincteurs • 3 RIA <p>Le second bâtiment ouvert côté broyeur à l'ouest dispose de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 5 extincteurs • 3 RIA

<p>Par contre, les vérifications réglementaires de ces RIA et extincteurs ne sont pas à jour (2022 pour les extincteurs et 2021 pour les RIA)</p> <p>Postérieurement à la visite, l'exploitant a transmis par courriel du 19/06/2024, le rapport de vérification des moyens de lutte contre l'incendie du site. Ce rapport a été réalisé par MONDIALFEU en date du 14/06/2024. La non-conformité est donc levée.</p> <p>Le site dispose d'un plan d'intervention affiché dans le 1^{er} bâtiment. Un plan d'évacuation avec le positionnement des RIA / extincteurs ainsi qu'avec les commandes de désenfumage est également affiché.</p> <p>L'exploitant a précisé que le site ne dispose pas de détection incendie.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Risques d'envols

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article I > 6.1</p>
<p>Thème(s) : Autre, Propreté du site</p>
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses : [...] - toutes dispositions sont prises en permanence pour empêcher l'introduction et la pullulation des insectes et des nuisibles, ainsi que pour en assurer la destruction.</p>
<p>Constats : Le site est propre. Aucun envol de matières diverses, ni de pullulation d'insectes et de nuisibles n'a été constaté lors de la visite.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>